



ÉCONOMIE

DOLLAR	DR	EURO	NASDAQ	TORONTO	NEW YORK	PÉTROLE
62,95 \$ US	294,00 \$ US	1,3855 \$	1866,29	7856,12	10433,41	23,18 \$US
+0,07	-2,70	+0,0023	+6,97	-5,71	-153,41	+0,70

Les consommateurs devraient porter plus d'attention aux frais bancaires C 3
Après un creux historique la semaine dernière, le titre d'EXFO a bondi hier de 24 % C 3

La guerre entre Zellers et Wal-Mart se transporte aux Galeries de la Capitale

STÉPHANE PAQUET
SPaquet@lesoleil.com

Vous n'aviez jamais imaginé les Galeries de la Capitale comme un terrain de bataille, une zone de guerre? Cette guerre, commerciale il faut le dire, aura pourtant bel et bien lieu cet été avec l'arrivée d'un méga Zellers, juste à côté du presque aussi nouveau Wal-Mart.

La date prévue du début des hostilités sur ce nouveau front est le 13 juillet, au moment où Zellers ouvrira ses portes dans l'immense local laissé vacant par le même Wal-Mart il y a quelques semaines. Les 120 000 pieds carrés (près du dixième du centre commercial) sont actuellement en rénovation. Zellers y investit 10 millions \$.

Dans l'opération, le Zellers du centre commercial Neufchâtel va fermer ses portes. En transférant aux Galeries de la Capitale, le détaillant va doubler le nombre de ses employés, de 92 à 175.

« On pense pouvoir ainsi mieux répondre aux habitudes de consommation de nos clients », dit, de Toronto, Tammy Smitham, responsable des relations de presse.

Le magasin aura une nouvelle allure, celle avec laquelle Zellers tente de garder ses clients, courtisés depuis dix ans par l'américain Wal-Mart. Les allées seront plus larges, des denrées alimentaires seront offertes, la section d'appareils électroniques sera importante. Il y aura même un salon de coiffure et une pharmacie. Les marques maison de Zellers, comme *Truly*, qui représentent aujourd'hui près de 30 % du chiffre d'affaires, occuperont aussi beaucoup d'espace.

WAL-MART

« Nous croyons que nous sommes bien positionnés dans le marché pour faire face à la concurrence », ajoute M^{me} Smitham. « La place qu'on fait à nos marques maison est un facteur qui nous distingue de nos concurrents. »

Au Canada, Zellers est le plus important compétiteur de Wal-Mart, qui a ravi le premier rang des magasins à rayons en une décennie. Les analystes estiment que Wal-Mart a mis la main sur 40 % des quelque 20 milliards dépensés dans les grands magasins l'an dernier.

Zellers, qui fait partie du groupe de la Compagnie de la Baie d'Hudson, estime pour sa part avoir 22,9 % de ce marché, une donnée qui devrait être confirmée à l'assemblée annuelle de vendredi. Ses ventes frôlent donc 5 milliards \$.

Wal-Mart compte 35 magasins au Québec, contre 61 pour Zellers. Le détaillant canadien se fie à son nouveau concept pour ralentir la progression venue du Sud. « Dans nos nouveaux magasins, les ventes sont meilleures, et de façon significative », soutient la porte-parole de Zellers. « Et quand la

Voir ZELLERS en C 2 >

Acier: Bush frappe fort mais épargne le Canada

L'Union européenne est en furie

WASHINGTON (PC—Reuters) — Le président George W. Bush a imposé hier des droits de douane allant jusqu'à 30 % sur une gamme d'importations d'acier pour une durée de trois ans dans le but de soutenir la sidérurgie américaine.

L'Union européenne a immédiatement condamné la mesure et déclaré qu'elle porterait plainte devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

« Cette mesure soutiendra les ouvriers de la sidérurgie et les communautés qui en dépendent et permettra à l'industrie de l'acier de s'adapter sans nuire à notre économie », a dit Bush en annonçant la mesure qui touche dix types d'acier.

Les droits vont de 8,0 % à 30 %. Ils entreront en vigueur le 20 mars. Les tôles d'acier, les aciers laminés à chaud et à froid, les aciers prélaqués et étamés seront imposés à 30 %.

Le Canada, le Mexique ainsi que les pays en développement dont les exportations d'acier vers les États-Unis sont inférieures à 3,0 % du total de chaque ligne de produit, sont exemptés de ces mesures.

En revanche, parmi les pays touchés figurent l'Allemagne, l'Australie, le Brésil, la Chine, la Corée du Sud, la France, le Japon, les Pays-Bas, la Russie et la Turquie.

Le délégué au Commerce extérieur Robert Zoellick a fait valoir que ces mesures pourraient s'ajuster et que, dans le cas du Brésil, 85 % à 90 % des exportations d'acier de ce pays vers les États-Unis n'étaient pas concernées.

Les mesures prises sont moindres que la taxe de 40 % sur quatre ans que réclamaient les sidérurgistes et les syndicats américains qui reprochent aux importations et à leurs bas prix quelque 31 faillites dans l'industrie depuis 1997.

Le président Bush a affirmé que ces mesures étaient conformes aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).



George W. Bush a indisposé plusieurs pays en imposant des droits de douane sur les importations d'acier

Pascal Lamy, commissaire européen au commerce a déclaré : « La décision américaine de suivre la pente du protectionnisme est un échec grave pour

le système commercial mondial. L'Union européenne va bien sûr immédiatement porter plainte à l'OMC à Genève contre cette flagrante violation des règles de l'Organisation et prendre toutes les mesures qui s'imposent pour protéger son propre marché. »

Ceci, a ajouté Lamy, tue tout espoir de trouver une solution internationale négociée aux problèmes d'excédents dans la sidérurgie mondiale au sein de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE).

PETTIGREW

Le ministre fédéral du Commerce extérieur, Pierre Pettigrew, s'est dit heureux de la décision du président George W. Bush de taxer l'acier importé, mais qui ne touche pas le Canada. « Je suis très content », a-t-il confié en entrevue. La décision « répond exactement aux représentations que nous, le gouvernement du Canada, avions faites au président Bush. »

Voir ACIER en C 2 >

Le bénéfice net de Banque Scotia fond de 90%

L'institution a dû constituer une provision de 540 millions \$ pour sa filiale argentine

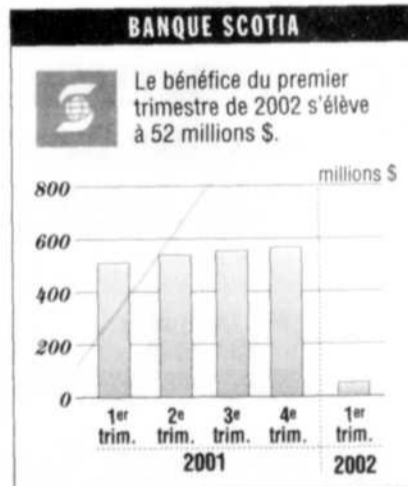
VANCOUVER (PC) — La Banque Scotia a réalisé un bénéfice net d'à peine 52 millions \$ au premier trimestre, soit 5 c par action, comparativement à un bénéfice de 510 millions \$ ou 95 c par action l'an dernier, en raison d'une provision pour pertes de 540 millions \$ attribuable à la crise qui sévit en Argentine.

« Étant donné les énormes bouleversements politiques et économiques qui se sont produits en Argentine, la banque a attentivement réexaminé les risques inhérents à ses positions, puis a constitué ce trimestre d'importantes provisions additionnelles de 540 millions \$ », a déclaré Peter C. Godsoe, président du conseil et chef de la direction de Scotia, lors de l'assemblée annuelle des actionnaires à Vancouver.

« Des bouleversements politiques avec cinq présidents différents sont survenus (en Argentine) ces derniers mois », a souligné M. Godsoe, et le climat d'incertitude qui règne dans ce pays a eu un impact négatif important sur les activités de la banque.

Sans les charges pour l'Argentine, les profits de la Banque Scotia auraient atteint 592 millions \$, ou 1,10 \$ par action.

« Si l'on exclut ces charges, tous les secteurs ont contribué aux solides revenus sous-jacents de 592 millions \$ »,



a indiqué la banque hier, en augmentant de 3e le dividende trimestriel pour le porter à 37 c par action ordinaire.

La banque Scotia Quilmes, la 12^e plus importante en Argentine, est considérée solvable selon les normes comptables en vigueur en Argentine, et poursuivra par conséquent ses activités, ce qui pourrait comporter des risques additionnels pour la banque Scotia.

Selon Tanya Azarchs, analyste bancaire à New York pour l'agence de notation des titres Standard and Poor's, la banque canadienne devra obtenir l'autorisation du gouvernement argentin si elle décide de céder Quilmes à une autre entreprise et de quitter le pays.

M. Godsoe a indiqué que les gains de la Scotia avaient progressé de 14 % par rapport à l'an dernier, et que les revenus demeuraient solides dans presque tous les autres secteurs d'activité — notamment pour le réseau canadien (incluant la gestion de patrimoine), les marchés des capitaux et divers secteurs des opérations internationales.

Le rendement des capitaux propres a été de 17,3 % — ou 0,8 % si l'on inclut les charges se rapportant à l'Argentine, comparativement à 17,0 % un an plus tôt.

La provision spécifique pour pertes sur prêts a été portée à 850 millions \$, comparativement à 400 millions \$ l'an dernier.

En incluant l'Argentine, le total des revenus de Scotia au cours du trimestre



Peter C. Godsoe conserve quand même son sourire

terminé le 31 janvier a augmenté de 9 % par rapport à l'an passé pour atteindre 2,67 milliards \$.

RENDEMENT NÉGATIF DE LA CAISSE DE DÉPÔT

Les déposants sont déçus mais pardonnent

RENÉ LEWANDOWSKI
RLewandowski@lesoleil.com

Même s'ils ont perdu des milliards de dollars, les grands déposants de la Caisse de dépôt et placement du Québec hésitent à condamner l'institution financière québécoise pour son piètre rendement de 2001, l'un des pires de son histoire.

« Il s'agit d'une mauvaise année. On est déçus, mais il faut regarder la performance de rendement à plus long terme avant de porter un jugement »,

dit le président de la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec (FTQ), Henri Massé, qui siège également sur le conseil d'administration de la Caisse et sur le comité de retraite de la CSST, l'un des plus importants déposants de la Caisse.

M. Massé estime toutefois que la Caisse devra être plus vigilante dans l'avenir. « Il y a eu quelques décisions d'investissement un peu douteuses,

ajoute M. Massé. Les dirigeants devront être plus prudents. »

Sans vouloir mentionner de noms, M. Massé soutient que les gestionnaires de la Caisse auraient dû prévoir l'éclatement de la bulle technologique qui a fait tant d'éclatés chez les investisseurs l'an dernier. « Ça commençait à être visible pour bien du monde. »

Voir DÉPOSANTS en C 2 >

**INCROYABLE...
GARANTIE PROLONGÉE
GRATUITE**

plus **1000 \$**

(à l'achat ou à la location sur tous les modèles 2001 neufs en main)



Êtes-vous fait pour Volkswagen?

Le seul concessionnaire gagnant du Club de l'emblème Wolfsburg, région de Québec.

RINFRET VOLKSWAGEN
www.rinfretvw.com

5355, boul. de la Rive-Sud, Lévis
833-2133



FRAIS BANCAIRES

Les consommateurs sont invités à la prudence

ISABELLE RODRIGUE
Presse canadienne

■ OTTAWA — Les consommateurs devraient se méfier des frais bancaires reliés à l'usage des cartes de débit et aux guichets automatiques sans nom, soulignent dans leur rapport annuel les deux organismes fédéraux chargés de surveiller les tendances des banques.

Le manque d'attention et d'information sur la question, jumelé à la croyance généralisée qu'il ne s'agit que de montants peu élevés, peuvent mener à des dépenses atteignant la centaine de dollars par année, fait-on ressortir dans le document produit par l'Agence de la consommation en matière financière du Canada (ACMF) et le Bureau de la consommation d'Industrie Canada.

« Si vous voulez faire des économies, faites attention aux frais supplémentaires qu'on vous impose, particulièrement aux guichets automatiques sans nom », a noté Michael Jenkin, directeur général du Bureau de la consommation,

lors d'une conférence de presse présentant le rapport annuel.

Des 35 000 guichets automatiques que l'on retrouve au Canada, environ le tiers sont sans nom, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas sous la bannière d'une grande banque. On les retrouve souvent dans les dépanneurs, les aéroports, les hôtels, ou les stations-service. Les commerçants qui acceptent la présence d'un tel guichet en leurs murs en retirent un pourcentage de profits.

En plus de payer des frais d'un dollar à 1,50 \$ à la banque qui a émis la carte de guichet, les consommateurs qui utilisent les guichets sans nom

versent donc un montant supplémentaire de valeur semblable à la compagnie détentrice du guichet.

Par exemple, un retrait de 20 \$ dans une de ces machines pourrait coûter jusqu'à 3,50 \$. En contrepartie, le même retrait dans une succursale de la banque adoptée par le consommateur pourrait ne générer aucun frais.

« Les consommateurs ne réalisent pas, à coup de 1,25 \$ ou 1,50 \$, qu'au bout de la ligne, mensuellement, ça vient de leur coûter 20 \$ uniquement pour avoir accès à l'argent qui est dans leur compte de banque », souligne Jannick Desforges, avocate pour Option Consommateurs, un groupe de défense des droits des consommateurs qui dénonce les frais de services bancaires souvent trop élevés.

« Maintenant qu'on est bien habitué au guichet et qu'on l'utilise abondamment, les frais commencent à augmenter », poursuit l'avocate.

Les analyses ont permis de démontrer que ce sont les jeunes qui ont le

plus tendance à faire fi de la bannière accolée au guichet automatique. Les gens faiblement scolarisés et les ménages à revenus modestes sont également parmi les usagers fréquents.

« Les jeunes valorisent la commodité et la commodité, malheureusement, a un prix », rappelle Martin Pacheco, de l'ACMF.

Le rapport annuel sur les services bancaires comporte aussi de bonnes nouvelles... du moins pour les mieux nantis. Ainsi, les gens qui arrivent à conserver un solde minimum de 1000 \$ dans leur compte évitent de payer des frais bancaires élevés.

Les associations de défense des consommateurs conseillent à ceux qui ne peuvent se permettre de laisser un solde de 1000 \$ en tout temps dans leur compte, comme les jeunes, les aînés et les étudiants, de s'informer des comptes à opérations modiques qui leur sont destinés. Pour les autres, il ne reste qu'à faire un choix judicieux en fonction des besoins.

« En magasinant, vous découvrirez le forfait le plus économique qui répond à vos besoins et vous éviterez ainsi de payer des frais inutiles », précise-t-on dans le rapport.

Plusieurs associations exigent du gouvernement qu'il encadre et limite les frais bancaires afin d'éviter des excès. « Il devrait au moins y avoir un mécanisme pour gérer l'augmentation des frais », note M^{me} Desforges.

Par ailleurs, les organismes fédéraux mettent également les consommateurs en garde contre un projet pilote à l'essai dans 800 commerces où les exploitants imposent des frais pour chaque transaction par carte de débit. Ces frais, variant de 15 à 20 c, s'ajoutent à ceux imposés par la banque aux consommateurs.

De plus, l'ACMF tient à souligner aux consommateurs que la Banque Royale et la CIBC ont commencé à imposer des frais aux non-clients qui utilisent leurs guichets automatiques, doublant encore une fois les frais des utilisateurs.

La Banque du Canada maintient ses taux

Une reprise de l'économie est en vue

■ OTTAWA (PC) — Grâce à la reprise économique, qu'elle trouve étonnamment vigoureuse, la Banque du Canada a maintenu, hier, ses principaux taux d'intérêt à leur niveau.

Ainsi, le taux cible du financement à un jour reste à 2,0 %, avec la même fourchette opérationnelle, tandis que le taux directeur officiel demeure au niveau de 2,25 %.

Dans un aperçu — bref mais optimiste — de la situation générale, la banque centrale suggère aussi qu'elle ne réduira plus ses taux d'intérêt, après les 10 réductions de suite adoptées durant l'année écoulée.

Les économistes de l'institution se disent surpris par le récent taux de croissance observé en Amérique du Nord et, pour autant, confiants que la reprise économique puisse tenir ce rythme.

Les données colligées depuis le dernier ajustement des taux de la Banque du Canada, le 15 janvier, « montrent que le rythme d'ensemble de l'activité économique, au Canada et aux États-Unis, a été plus soutenu que ce qui était prévu, confirmant que la reprise est en vue ».

Même si l'incertitude persiste, la banque « s'attend à ce que l'économie prenne de la vitesse durant l'année », indique encore son communiqué de trois paragraphes.

« Je pense qu'ils font passer le message voulant que, pour utiliser leurs termes, la reprise est en bonne voie », souligne l'analyste Doug Porter, de la Banque de Montréal.



Source: Banque du Canada INFOGRAPHIE PC / LE SOLEIL



Source: Banque du Canada INFOGRAPHIE PC / LE SOLEIL

Selon M. Porter, « dans leur esprit, ils (économistes de la banque centrale) sont en période de transition, tout comme l'économie », d'un état de presque récession à celui de reprise.

Or en janvier dernier, quand la banque abaissait encore son taux directeur, pour une réduction totalisant 3,75 % depuis janvier 2001, il se trouvait des analystes pour juger que ce n'était pas suffisant pour stimuler la croissance.

Mais depuis, bon nombre de données économiques ont contribué à faire changer cette perception et la question qui se pose, maintenant, est de savoir quand la Banque du Canada pourra relever ses taux.

La prudence pousse M. Porter à dire qu'« il est trop tôt pour aborder cette question (d'une hausse des taux) ».

Mais pour son collègue David Rosenberg, de Merrill Lynch Canada, qui ne voyait pas les hausses revenir avant le quatrième trimestre de 2002, « il semblerait maintenant que la banque va agir avant, si les données continuent de nous surprendre favorablement ».

Pour sa part, François Bélanger, de la maison BMO Nesbitt Burns, croit que les consommateurs ont tout avantage, ces temps-ci, à renouveler leur hypothèque ou à emprunter car la dernière décision de la banque suggère que les taux n'iront plus à la baisse. À son avis, tout indique que la reprise est bel et bien amorcée et, donc, que les taux recommenceront à monter bientôt.

Le choix de la banque centrale a favorisé le dollar canadien qui, hier, sur le marché des devises, a clos à 62,95 cUS, en hausse de 0,07 c.

Le titre d'EXFO bondit de 24 %

ANNIE MORIN
AMorin@lesoleil.com

■ Après avoir atteint un creux historique, la semaine dernière, les actions d'EXFO ont fait un bond de 24 %, hier. Bien qu'il soit toujours hasardeux d'identifier les causes d'une telle remontée, il semble que la faiblesse du titre et les recommandations d'achat émises par deux analystes financiers y soient pour quelque chose.

En février, le titre d'EXFO a perdu presque la moitié de sa valeur. À son plus bas, jeudi dernier, en cours de séance, il ne valait plus que 8,50 \$ à la Bourse de Toronto. Hier, il a clôturé à 12 \$, en hausse de 2,34 \$ ou 24 % sur la veille. Exactement 478 633 actions ont changé de main.

« Les investisseurs ont pensé que le bottom avait été atteint la semaine dernière et que c'était le temps de stocker », avançait hier Chris Bonnet, qui suit désormais le titre pour Valeurs mobilières Desjardins.

Dans un rapport de 20 pages publié lundi, M. Bonnet dépeint EXFO comme « un leader de l'industrie avec un bon potentiel de croissance à long terme » et lui accole une recommandation d'achat assortie d'une cible 12 à 18 mois de 15,50 \$. L'analyste s'appuie sur les 17 années de croissance ininterrompue de l'entreprise, qui en arrache exceptionnellement cette année, pour prédire ses succès futurs.

À la faveur du rallye d'hier, il constate que les investisseurs, impatient, « préfèrent gager sur des entreprises qui ont du vécu ».

Lundi, Chris Umiasowski, de Yorkton Securities, avait lui aussi relevé sa recommandation sur EXFO à « achat », après l'avoir fait passer de « réduire » à « neutre » le 26 février.

L'analyste ne s'en cache pas : tous ces mouvements sont le résultat de la faiblesse du titre. Il précise dans son rapport qu'il ne s'attend pas à une amélioration significative des résultats d'EXFO avant le quatrième trimestre. Mais il se dit confiant de voir

les nouveaux produits, lancés en cascade d'ici la tenue de l'Optical Fiber Communication Conference — le rendez-vous annuel de l'industrie, qui se tiendra du 19 au 21 mars, en Californie —, stimuler la croissance à long terme.

EXFO, qui s'est fait connaître grâce à ses appareils de tests et mesures sur fibre optique, lançait hier une nouvelle station d'assemblage de composants optiques. Le système ProAlign 5000, semi-automatisé, doit permettre aux fabricants de composants optiques d'accroître leur productivité tout en diminuant leurs coûts de main-d'œuvre.

L'assemblage de composants optiques, contrairement à ce que plusieurs pourraient penser, se fait manuellement presque partout. En raison du ralentissement économique, les fabricants de composants optiques cherchent toutefois à automatiser leurs chaînes de fabrication, ce qui leur permet de réduire considérablement leurs coûts.

Selon les estimations de la firme ElectroniCast, citée par EXFO, le marché mondial des équipements d'assemblage de composants optiques se chiffrait à 722 millions \$ en 2000 et devrait atteindre 1,71 milliard \$ en 2005. Pour l'entreprise de haute technologie de Québec, c'est un créneau inexploité jusqu'ici.

« Je ne pense pas que le rallye d'aujourd'hui soit dû à ce nouveau produit. C'est davantage une réponse à un titre sous-évalué », insistait toutefois M. Umiasowski, hier.

Bois d'œuvre: les industriels émettent des craintes

■ MONTRÉAL (PC) — Des industriels canadiens actifs dans le secteur du bois d'œuvre craignent que les autorités canadiennes ne fassent marche arrière en ce qui concerne le rétablissement du libre-échange du bois d'œuvre avec les États-Unis.

« On nous a répété maintes et maintes fois que l'objectif visé par le Canada dans les négociations actuelles était le libre-échange du bois d'œuvre. Mais toutes les nouvelles qui nous arrivent de Washington indiquent que les négociateurs canadiens sont sur le point de consentir à un accord de suspension, à une taxe à l'exportation, à des prix minimums et à l'établissement d'une commission pour gérer tous ces changements », a indiqué Frank Dottori, président de Tembec et coprésident du Conseil du libre-échange pour le bois d'œuvre (CLE-Bois), dans un communiqué émis hier.

« Est-ce bien là, a-t-il ajouté, ce qu'on entend par libre-échange? Et que devient l'engagement des États-Unis envers le Canada d'un accès sûr à leur marché dans le cadre d'une telle entente? »

M. Dottori faisait ainsi allusion à la condition formelle posée par Ottawa de ne pas reprendre les négociations tant que les autorités américaines n'auraient pas mis de l'avant

de solides garanties en vertu desquelles les exportateurs canadiens, après avoir été soumis aux changements majeurs apportés par les provinces à leur système respectif de gestion des droits de coupe, n'auraient pas à faire face à de nouvelles attaques de la part des États-Unis dans trois ou quatre ans. Or, Washington n'a pas tenu parole sur ce point crucial, a-t-il déploré.

« Tout ce que j'ai vu jusqu'à maintenant tend vers un accord à sens unique, où le Canada assume toutes les obligations et les États-Unis jouissent de tous les avantages, a affirmé M. Dottori. Tout ce qui a été déposé à la table de négociations, jusqu'à maintenant, vient du Canada. »

Les discussions sur le bois d'œuvre entre représentants des gouvernements américain et canadien se poursuivent cette semaine à Washington.

Fondation: la campagne des REER est un succès

■ MONTRÉAL — Tout indique que Fondation CSN enregistre cette année une progression des contributions aux REER dépassant 23 %, a indiqué son président-directeur gé-

ral, Léopold Beaulieu. « Nous nous dirigeons vers un autre record de souscriptions avec l'atteinte de notre objectif de 68 millions \$ au 31 mai », a-t-il précisé. Créé en 1996, le fonds de travailleurs de la CSN représente plus de 38 000 actionnaires et un actif total atteignant près de 200 millions \$. Fondation a investi et engagé jusqu'à maintenant plus de 107 millions \$ dans les entreprises québécoises. (PC)

Financement des sports? Non rentable, selon C.D. Howe

■ De l'eau au moulin de ceux qui s'opposent aux subventions accordées aux équipes de sport professionnelles et aux événements culturels majeurs. Selon une étude de l'Institut C.D. Howe publiée hier, les subventions aux entreprises sportives et culturelles ne sont généralement pas justifiées au plan économique. « Les sommes consacrées aux activités sportives et culturelles sont tout simplement détournées d'autres activités communautaires », soutient l'économiste John Palmer de l'Université Western Ontario, lui-même amateur de baseball et chef d'orchestre à ses heures. Les investissements engendrent peu d'effets multiplicateurs et « la création de nouveaux emplois est minime », ajoute l'auteur de *Du pain et des feux: les avantages des entreprises sportives et culturelles à l'échelle locale*. S.P.

Nouveau
2.2i

CAVALIER 199\$ / mois

• Groupe sport
• Radio CD
• Freins ABS

aucun comptant nécessaire
0\$ dépôt de sécurité
0\$ première mensualité

MARLIN
CHEVROLET-OLDSMOBILE INC.
688-1212

2145 Ste-Anne St. Sainte-Foy (Québec). Service ouvert le soir.

Avis de convocation

Assemblée générale annuelle

Au plaisir de vous y rencontrer!

Raymond Couture
Secrétaire

Diffusé le 6 mars 2002

Promutuel Lévisienne-Orléans société mutuelle d'assurance générale invite ses membres-assurés à participer à son assemblée générale annuelle qui se tiendra le :

vendredi 22 mars 2002 à 20h30 à l'érablière du Cap 1925, chemin Saint-Lambert Saint-Nicolas

En cas de mauvaise température, l'assemblée sera remise au lundi 25 mars au même endroit et à la même heure.

PROMUTUEL LÉVISIENNE-ORLÉANS

Fonds communs de placement

Prix de fonds de placement obtenus de Fundata Canada Inc. à 17h30. Hier, les trois rapports sont tous de la valeur de l'actif net par action (VANPA) au démarrage du fonds, et sont fournis à titre d'information seulement.

Table of mutual fund prices and performance metrics, including columns for fund name, price, and other financial indicators.

Table of mutual fund prices and performance metrics, continuing from the previous table with various fund categories.

Table of mutual fund prices and performance metrics, including international and specialty funds.

Table of mutual fund prices and performance metrics, listing various investment options.

Table listing various stock market indices and their values, including NASDAQ and S&P 500.

Table listing various stock market indices and their values, including different regional and sector indices.

Table listing various stock market indices and their values, including performance metrics for different sectors.

Table listing various stock market indices and their values, including market trends and forecasts.

DÉCÈS ET AVIS

725 Services annivairiers

CLOUTIER Pauline



Le samedi 9 mars 2002, à 19h, en l'église St-Cyrlle de Normand...

LAGACÉ Denyse



Une année s'est écoulée depuis ton départ. Pas un jour ne passe sans que l'on pense à toi...

Le dimanche 10 mars à 9h30 en l'église St-Cécile, Charlebourg sera célébrée une messe anniversaire...

LEBEL Gontran



Une messe commémorative à la mémoire du major Gontran Lebel sera célébrée le samedi 9 mars 2002...

Pour information: Roger Laliberté (418) 527-6046

740 Faveurs obtenues

MERCI mon Dieu. Dites 9 fois par jour. Je vous salue Marie, durant 9 jours...

765 Monuments

DU MANUFACTURIER THERIAULT & FILS 710, 1ère Ave, Québec, 524-1561

Décès Communiquez avec votre directeur de funérailles qui nous fera parvenir vos avis de décès

Argent

TORONTO (PC) — Les cours de l'argent, tels que l'or et l'argent...

Bourses d'Asie

TOKYO (AP) — À la Bourse de Tokyo, l'indice Nikkei a chuté...

Obligations

TORONTO (PC) — Les cours étaient en baisse dans une séance active hier...

Table of bond yields and prices for various maturities and issuers.

Métaux

LONDRES (AP) — Le prix des métaux à la culture hier, en dollars américains par tonne métrique...

Pétroles

NEW YORK (AP) — Hier sur le marché des pétroles, le baril de pétrole américain a coté...

Obligations

NEW YORK (AP) — Hier sur le marché des obligations, le rendement des obligations à court terme a baissé...

Logistec: hausse de 14% du bénéfice net

MONTREAL — Logistec Corporation, une entreprise offrant des services maritimes et environnementaux...

Industries Lassonde: revenus records

GRANBY — Bénéfice et revenus records: 2001 a été la «meilleure année de l'histoire» d'Industries Lassonde...

Dividendes

par la Presse canadienne. Dividendes de société déclarés hier, trimestriels à moins d'inscription le 2 avril.

Bénéfices

par la Presse canadienne. Bénéfices nets de société déclarés hier.

Céréales

Table of grain prices for various types of wheat, corn, and soybeans.

Monnaies

Table of exchange rates for various international currencies.

Correction

Dans l'édition du lundi 4 mars en page C 3 du journal, nous aurions dû lire, pour le modèle Altima 2002...

CDNX

Table of stock market data for various companies, including prices and changes.

la Vie CORRECTIONS

Veillez prendre note des corrections suivantes à apporter aux cahiers publicitaires...

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE. Avis est par les présentes donné qu'à la suite de décès d'Yves Cloutier...

APPEL D'OFFRES. DIVERS TRAVAUX D'ÉCLAIRAGE DE RUE ET DE SIGNAUX LUMINEUX - PBE2002807 VQ-29689

APPELS DE SOUMISSIONS. Les entrepreneurs et les fournisseurs peuvent obtenir de l'information sur les appels de soumissions...

CASILOC inc. CONSTRUCTION & APPROVISIONNEMENT. Stationnement étagé, Casino du Lac Leamy

La faillite d'Enron est une opportunité pour Boralex, estime Bernard Lemaire

VINCENT CORMIER
Presse canadienne

■ MONTRÉAL — Les États-Unis et l'Europe sont ciblés à titre de marchés prioritaires par le producteur d'énergie Boralex, ont mentionné ses dirigeants lors de l'assemblée générale des actionnaires, hier.

« Le timing ne peut pas être meilleur pour Boralex », croit le président du conseil de Boralex, Bernard Lemaire, qui voit dans la faillite d'Enron une opportunité de développement.

M. Lemaire semble déjà se délecter des éléments d'actif que vont devoir céder certaines sociétés américaines du secteur énergétique pour faire le ménage dans leurs états financiers.

L'achat d'installations existantes garantit des gains à court terme, se réjouit M. Lemaire.

PERTE

Cette perspective favorable n'est pas ternie par l'enregistrement d'une perte au premier trimestre 2001-2002 de 1,4 million \$, comparativement à un bénéfice de 2,3 millions \$ pour la même période, l'an passé.

Le président et directeur de la direction, Jacques Gauthier, a expliqué ce résultat négatif, en dépit d'une croissance des revenus de 40 % à 29,4 millions \$, par l'arrêt prolongé de la principale centrale de la société, à Stratton aux États-Unis, après la découverte d'un problème mécanique pendant une opération de maintenance.

Cette dépense non récurrente n'empêchera pas l'entreprise d'atteindre ses objectifs de bénéfices nets, assure, quant à lui, M. Lemaire.

Pour l'année 2000-2001, la direction présente aux actionnaires une augmentation du bénéfice net de 19 % à 7,9 millions \$ contre 6,6 millions l'année précédente et une hausse des revenus de 13 % à 92 millions \$, soit 10 millions de plus qu'en 1999-2000.

PROJETS

Concernant les futurs projets de l'entreprise, Bernard Lemaire a confié

que Boralex envisageait de répondre au récent appel d'offres d'Hydro-Québec mais à la hauteur de 50 % des 600 premiers mégawatts commandés par la société d'État, qui a par la suite doublé ce chiffre.

Mais visiblement, le contrat avec Hydro-Québec, dont l'échéance arrive en 2006, n'est pas prioritaire dans la stratégie de développement des dirigeants de Boralex.

Après les États-Unis, M. Lemaire voit plutôt dans l'Europe un autre marché d'avenir, en raison de la déréglementation programmée du marché de l'électricité d'ici 2010.

Boralex n'a pas attendu que la déréglementation soit en vigueur pour s'implanter outre-Atlantique, avec notamment la construction de 13 éoliennes dans le sud-ouest de la France, pays favorable, selon M. Lemaire, au développement des énergies renouvelables.

FIDUCIE

Pour pouvoir financer ses projets de développement, Boralex a récemment créé une fiducie, à laquelle la société a vendu sept centrales québécoises pour 376 millions \$.

Le transfert des centrales québécoises, dont les contrats avec Hydro-Québec ont une durée moyenne de 18 ans, assure aux fiduciaires un rendement stable, a expliqué M. Lemaire.

La fiducie, dénommée Fonds de revenu Boralex Énergie, dispose, grâce à une exemption fiscale, de plus grandes liquidités pour bonifier ses offres dans le cadre d'acquisition de centrales.

« La fiducie va nous permettre de développer des projets qui autrement n'auraient probablement pas pu être réalisés car (...) on compétitionne au-

Boralex		
Résultats de l'exercice		
(en milliers \$)	30 sept. 2001	30 sept. 2000
Chiffre d'affaires	92 789	82 446
Bénéfice net	7884	6626
Bénéfice net par action	0,31	0,32
Résultats du 1 ^{er} trimestre		
(en milliers \$)	31 déc. 2001	31 déc. 2000
Chiffre d'affaires	29 400	21 326
Bénéfice net (perte nette)	(1400)	2300
Profil de la société:		
<input type="checkbox"/> Siège social: Kingsley Falls <input type="checkbox"/> Effectif: 200 employés <input type="checkbox"/> Secteurs d'activité: entreprise privée de production d'électricité. <input type="checkbox"/> Exploitation et gestion: 18 centrales dans 3 types de production. Énergie à base de:		
- hydroélectricité-10 % - gaz naturel-11 % - résidus de bois-79 %		

Source: Boralex Inc. INFOGRAPHIE PC / LE SOLEIL

jour d'hui dans un monde de fiducies à travers le Canada », a expliqué M. Gauthier.

LIQUIDITÉS

Par ailleurs, grâce à la création de la fiducie, dont Boralex détient 34 % des parts, la société a épongé en partie sa dette, passée de 175 millions de dollars à 25 millions, et augmenté ses liquidités de 40 millions de dollars.

Ajoutées à une capacité d'emprunt de 200 millions de dollars, selon M. Lemaire, ces liquidités constituent un trésor de guerre très utile à la société pour ses futurs projets américains et européens.

Catelli cesse de fabriquer des sauces pour H.J. Heinz

■ MONTRÉAL (PC) — L'usine de pâtes alimentaires Catelli, rue Notre-Dame Est, cessera de fabriquer des sauces pour le compte de la multinationale américaine H.J. Heinz.

L'entente conclue à cette fin au cours de l'été 2001 par Heinz, fabricant du célèbre ketchup, avec les propriétaires de l'usine, New World Pasta, de Harrisburg, en Pennsylvanie, arrive en effet à échéance en avril, mais n'a pas été renouvelée.

Cela risque d'entraîner jusqu'à 80 pertes d'emplois dans les rangs du Syndicat international des travailleurs de la boulangerie, confiserie, tabac et meunerie (FTQ), qui compte 330 membres, selon son président, Sylvain Gagné.

Au dire toutefois du directeur de l'exploitation de l'usine, Michel Vincelette, New World Pasta, qui a déjà fermé en décembre une usine en Pennsylvanie et s'apprête à en fermer une deuxième, cette fois au Kentucky, fera fabriquer de nouveaux produits à Montréal. Et, ainsi, du personnel affecté à la fabrication des sauces travaillera à l'avenir à celle des pâtes, affirme-t-il.

« On a investi 10 millions \$ dans les équipements des pâtes l'année passée et on va récupérer une bonne partie du personnel des sauces, dit-il. Mais pas au complet. Plus ou moins la moitié.

S'ajouteront les licenciements parmi le personnel des bureaux. « Il y a 50-55 personnes dans les bureaux. Il y a quelques personnes qui vont être remerciées à ce niveau. »

Rachetée à Borden Foods, de l'Ohio, en août 2001, par New World Pasta, l'usine a un effectif d'environ 400 personnes.

Sa filiale canadienne, les Aliments Ronzoni Canada, y fabrique entre au-

tres les pâtes des marques Catelli et Lancia. Et, pour le compte de Heinz, qui a racheté les marques et les équipements nécessaires à Borden en juin 2001, de nombreuses sauces.

C'est ce contrat de sous-traitance que Heinz a décidé de ne pas reconduire. La multinationale fabriquera désormais ses sauces dans son usine de Pennsauken, au New Jersey, et à celle de Leamington, en Ontario, a fait savoir jeudi dernier Ronzoni par le moyen d'un communiqué passé inaperçu.

Autrement dit, Heinz déménagera au dehors du Québec ses équipements servant à la fabrication et à la mise en conserve et en bocaux de ses sauces, précise Michel Vincelette.

Selon l'entente qui lie Heinz et Ronzoni, la multinationale américaine est tenue de donner un préavis de 120 jours à la filiale de New World Pasta avant de mettre fin à leur entente.

« D'après ce que Heinz nous a dit verbalement, on pense qu'ils vont nous donner le préavis en avril ou en mai, fait remarquer Michel Vincelette, et qu'on continuera à produire les sauces pendant quatre mois de plus. Et après, ça sera terminé. » Cependant, ajoute-t-il, les partenaires ont convenu des modalités qui permettraient à Heinz de continuer à faire fabriquer ses sauces rue Notre-Dame Est jusqu'en avril 2003.

Ronzoni fabrique pour Heinz, entre autres, les sauces des marques Catelli Garden Select, Classico, Catelli Can et Bravo.

Prêts hypothécaires; hausse des taux

■ MONTRÉAL — La Banque Scotia a annoncé, hier, une hausse des taux d'intérêt sur plusieurs de ses prêts hypothécaires, devant entrer en vigueur

aujourd'hui. Ainsi le prêt à taux variable d'une durée de six mois est augmenté de 0,20 à 4,90 %. Le prêt ouvert à terme d'un an grimpe lui aussi de 0,20 à 5,35 %. Par ailleurs, le prêt hypothécaire fermé, d'une durée de sept ans, voit son taux croître de 0,25 % et s'établit à 7,60 %. (PC)

Le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration
et l'Office de la langue française présentent

LES VEDETTES DES BONS COUPS EN FRANÇAIS

L'intégration en français... à l'échelle humaine



Depuis plusieurs années, le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (MRCI) offre aux nouveaux arrivants de nombreux services et activités de formation et d'intégration linguistique à l'échelle humaine. « Actuellement, explique Claire Chamberland, directrice des politiques et programmes de francisation du MRCI, il est possible de suivre des cours de français à temps plein et à temps partiel dans les carrefours d'intégration du ministère, dans les cégeps et les universités, au sein des organisations non gouvernementales et dans les milieux de travail. »

Au-delà des structures... il y a des gens

Au cœur du processus d'apprentissage, il y a les professeurs qui, à la fois accompagnateurs et orienteurs, se révèlent être des ressources inestimables pour les nouveaux arrivants. Ces agents d'intégration, par leur énergie et leur dévouement, jettent des ponts entre la réalité québécoise et celle des pays d'origine de leurs étudiants, en établissant avec eux une relation de proximité empreinte d'humanité et de respect.

« En apprivoisant la langue française, c'est toute la société québécoise et les codes culturels qui y sont rattachés que les immigrants assimilent », souligne Ginette Bédard, enseignante au Carrefour d'intégration du Nord. Les professeurs de langue font figure de guides afin de permettre aux personnes immigrantes d'en arriver non seulement à lire et à écrire, mais aussi à vivre en français au quotidien.

Parlez-moi en français, s'il vous plaît!

Depuis les esquisses de conversation jusqu'à une maîtrise plus globale de la langue, c'est un apprentissage constant, parfois difficile, mais combien valorisant que réalise le nouvel arrivant. Pas à pas, mot à mot, il apprivoise le Québec en apprenant sa langue publique commune.

« La langue française constitue véritablement la clé de l'intégration des immigrants. »

De l'avis de Sylvie Huard, professeure au Carrefour d'intégration de Sherbrooke: « La langue française constitue véritablement la clé de l'intégration des immigrants. Il s'agit d'un outil de communication qui sert à cimenter des relations de solidarité et d'échange avec le dépanneur du coin, avec les voisins, au bureau de poste ou avec le professeur des enfants, et bien sûr dans le milieu de travail. »

Le défi se présente chaque jour au fil des conversations. « Les Québécoises et Québécois doivent s'adresser en français aux nouveaux arrivants pour que les efforts d'apprentissage se transposent réellement dans la vie quotidienne », a mentionné le ministre d'État à la Population, aux Régions et aux Affaires autochtones et ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, monsieur Rémy Trudel.

Visitez nos sites :
www.mrci.gouv.qc.ca
www.olf.gouv.qc.ca

Québec

Réalisation
• Ministère des Relations avec les citoyens
et de l'Immigration
• Office de la langue française